



---

**Bouissou**

---

## Le Japon et la Chine : amour, haine et géostratégie

In: Politique étrangère N°2 - 1996 - 61e année pp. 315-326.

### Abstract

Japan and China : Love, Hatred, and Geo-Strategy, by Jean-Marie Bouissou

Sino-Japanese relations bear the imprint of eighteen centuries of ambiguity, and the trauma of a devastating war. This impassioned context puts Tokyo on the defensive. In any hypothesis, China's development constitutes a threat to Japan, which stands by helpless. Likewise, Japan's options are few compared with China's military might. A patient three-pronged strategy (some form of containment, tying China into multilateral networks, and confidence-building) seems the most appropriate over time. But the time factor may turn out to be crucial, given the volatility of the situation in China.

### Résumé

Dix-huit siècles de rapports ambigus et le traumatisme d'une guerre dévastatrice ont marqué les relations sino-japonaises, dont le contexte passionnel place Tokyo sur la défensive. Le développement de la Chine, dans toutes les hypothèses, constitue une menace pour le Japon, qui n'a guère de prise sur cette évolution. De même, il est assez désarmé face aux diverses options militaires dont la Chine dispose. Une stratégie patiente à trois axes — esquisser un containment, prendre Pékin dans le filet des organisations internationales et bâtir la confiance — semble la plus appropriée à terme. Mais le facteur temps peut s'avérer crucial, compte tenu de la volatilité de la situation en Chine.

---

Citer ce document / Cite this document :

Bouissou. Le Japon et la Chine : amour, haine et géostratégie. In: Politique étrangère N°2 - 1996 - 61e année pp. 315-326.

doi : 10.3406/polit.1996.4536

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit\\_0032-342X\\_1996\\_num\\_61\\_2\\_4536](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1996_num_61_2_4536)

---



Jean-Marie BOUISSOU \*

## Le Japon et la Chine : amour, haine et géostratégie

La récente visite de Bill Clinton à Tokyo (16-18 avril 1996) et le renforcement du traité de sécurité nippo-américain semblent avoir inauguré ce que la presse ne craint plus d'appeler « *le front antichinois de Washington et Tokyo* » [1]. « L'alliance pour le XXI<sup>e</sup> siècle » entre les deux puissances constitue bel et bien un virage vers une stratégie visant au *containment* de la Chine. Celle-ci les a aussitôt accusées de « *créer des facteurs d'instabilité dans l'ensemble de l'Asie* » et a répliqué en signant avec la Russie un « partenariat stratégique pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». La rivalité latente entre la Chine et le Japon pour le leadership régional entrerait-elle déjà dans une phase de confrontation presque ouverte ?

Il est trop tôt pour l'affirmer. *Ambiguïté* reste le mot-clef de la relation sino-japonaise, forgée par dix-huit siècles d'interaction. On ne peut pas l'analyser sans prendre en compte cette formidable épaisseur historique qui pèse lourd dans l'inconscient collectif des deux nations. Mais Tokyo doit aujourd'hui gérer ces pesanteurs dans une conjoncture d'urgence. Le développement de la Chine peut avorter ou, au contraire, refaire de celle-ci une très grande puissance. Mais chacune de ces évolutions porte en elle la possibilité de convulsions brutales et implique à moyen terme un nouvel équilibre des forces en Asie, dont le Japon doit dès à présent veiller à ce qu'il ne s'établisse pas à son détriment.

Tokyo est cependant contraint d'observer une grande *prudence*. La diversité des scénarios possibles en Chine hypothèque toute stratégie. Le gouvernement japonais est soumis à de très fortes contraintes internes institutionnelles et navigue à vue dans une situation politique très instable ; enfin, Tokyo doit à la fois renforcer sa situation bilatérale avec les États-Unis et se préparer, sans alarmer les autres acteurs régionaux, à l'éventualité d'un désengagement américain. En effet, si cette perspective semble aujourd'hui s'éloigner, personne ne peut dire ce qu'il en sera dans vingt ou trente ans. L'exercice de corde raide diplomatique est délicat... Entre ambiguïté, urgence et prudence, la relation du Japon avec la Chine est aujourd'hui très complexe, et susceptible d'évoluer de manière imprévisible.

### Le poids de dix-huit siècles d'histoire

Dès le III<sup>e</sup> siècle, les chroniques chinoises font mention d'ambassades venues de ce qu'elles désignent comme « le pays des nains ». Ce terme, que les Chinois

\* Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Paris.

reprendront à chaque crise avec le Japon, établit d'emblée le caractère hiérarchique de la relation entre un immense empire multiséculaire et un petit archipel émergeant à peine de la préhistoire ; même quand celui-ci impose l'appellation moins péjorative de *Nihon*<sup>1</sup>, il se définit encore par rapport à la puissance dominante. Il n'est « le pays où le soleil se lève » que vu depuis la Chine, que les Japonais appellent toujours *chûgoku* (le pays du milieu) — un terme qui établit sa centralité dans leur géographie imaginaire.

On sait que l'identité nationale japonaise s'est construite à travers une interaction avec un autre défini à la fois comme supérieur au plan technique et inférieur au plan éthique. Le Japon devait à la fois en tirer les ressources nécessaires à sa sécurité et préserver jalousement son « essence nationale » (*kokutai*). De là cette alternance d'ouverture et de repli sur soi défensif qui caractérise la relation du Japon avec le monde, à commencer par la Chine : les ambassades cessent en 265, sont reprises en 607, interrompues en 838, reprises en 1401, interrompues de nouveau... De 1636 à 1853, le pays est fermé aux Chinois comme aux Occidentaux.

Ces derniers n'ont fait que prendre tardivement la place de la Chine dans ce schéma de la relation au monde. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que le mot d'ordre « âme japonaise, technologie occidentale » (*wakon yûsai*) remplace « âme japonaise, technologie chinoise » (*wakon kansai*). L'opposition imaginée de cette âme pétrie d'éthique avec le matérialisme rationnel et froid a d'abord servi à différencier les Japonais des Chinois, avant que la froideur de la raison soit redéfinie comme une caractéristique « occidentale ». En quelque sorte, le premier Occident du Japon fut la Chine... pays par rapport auquel l'identité du Japon s'est définie avant tout dans un double mouvement d'imitation et de rejet. Ce fait essentiel est à la base de l'ambiguïté et du caractère passionnel qui marquent leur relation.

Le Japon de Meiji proclame sa volonté de « quitter l'Asie pour aller vers l'Occident » (*datsu a nyu o*), selon l'expression célèbre du grand intellectuel Fukusawa Yukichi (1835-1901), qui dégrade la Chine au rang de « pays barbare ». Symboliquement, elle perd sa dénomination de *chûgoku*, remplacée par le *shina* dont use l'Occident. Tokyo ne tarde pas à réclamer sa part dans le dépeçage de son voisin.

Entre la première guerre sino-japonaise en Corée (1895) et 1945, les hostilités, accompagnées d'exactions effroyables, feront officiellement 35 millions de victimes chinoises. Ce traumatisme historique pèse encore terriblement sur les rapports entre les deux pays. Mais, même alors, leur relation reste ambiguë. Pour la Chine, le Japon est à la fois le modèle moderne et libéral où ses jeunes révolutionnaires vont étudier, et un agresseur d'autant plus odieux qu'il n'a ni l'excuse ni le prestige d'être blanc. Pour les Japonais, l'effondrement de la Chine atteste enfin son infériorité par rapport à leur *kokutai*. Mais en même temps, pour préserver cette « essence » face aux Occidentaux, le Japon est conduit pour la première fois à se penser comme une partie de ce qu'il appelle alors *tôyô*<sup>2</sup>. Il « quitte l'Asie », mais y revient par l'exploration intellectuelle d'une « âme orientale » (*tôyô shisô*) dont il se targue de représenter la quintessence, mais dont il ne peut pas nier l'origine chinoise des racines. Il l'agresse, mais y reconnaît le grand ancêtre de cet « Orient » qu'il reconstruit pour ancrer son énergie nationale.

1. En 607. Il faudra un siècle avant que les documents officiels chinois entérinent cette nouvelle dénomination.

2. « Les mers orientales » ; par extension, « ce qui n'est pas occidental ». Sur la construction du concept de *tôyô* et l'usage idéologique que les Japonais en font, voir [2].

Après 1945, les relations entre les deux pays s'inscrivent dans le cadre de la guerre froide. Mais elles conservent, aux yeux des Japonais, une nature particulière qui transcende ce clivage forcé [3]. Dès 1952, Washington doit utiliser la menace pour obliger le gouvernement Yoshida à reconnaître le régime de Taïpeh. Au sein du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir à Tokyo, un puissant lobby pro-Pékin travaille à garder les options ouvertes pour une réconciliation future. Grâce au principe de « séparation du politique et de l'économique » (*seikei bunri*), le commerce est, dès 1965, presque aussi important avec la RPC qu'avec Taïwan.

Les dirigeants chinois profitent de cette volonté de maintenir le contact pour imposer à Tokyo une humiliante « diplomatie du *fumie* »<sup>3</sup>. Au moindre prétexte, ils dénoncent la renaissance du militarisme japonais et rappellent ses exactions, jusqu'à obtenir excuses et reculades. La haine laissée par la guerre est systématiquement instrumentalisée dans les jeux de la politique intérieure chinoise, où il est toujours payant de « cogner sur le Japon ». Pékin peut exploiter la culpabilité latente de l'opinion japonaise, aggravée par le sentiment d'avoir agressé un frère de race<sup>4</sup>, et qui se combine avec l'anti-américanisme dont la gauche fait son fond de commerce. Elle est entretenue par la presse qui a promis, en 1964, de ne pas critiquer Pékin en échange du droit d'y ouvrir des bureaux.

Après la rupture entre Pékin et Moscou, s'y ajoute de l'admiration pour un pays asiatique qui n'hésite pas à défier les deux superpuissances blanches. La nation japonaise, qui a surmonté le traumatisme de sa défaite en s'imaginant comme une victime de la guerre [4], arrive même inconsciemment à se sentir solidaire de la Chine à cet égard... Celle-ci a d'ailleurs retrouvé sa centralité en redevenant *chûgoku*. Rien ne symbolise mieux cet état d'esprit ambigu et passionnel que le refrain d'un opéra-rock de 1981 où un jeune Japonais s'exclame : « *Watashi wa shinajin/shinajin de wa arimasen/de mo/shinajin desu.* » (Je suis un Chinois/non, je n'en suis pas un/et pourtant/j'en suis un) [5].

La diplomatie chinoise joue sur du velours. Les retrouvailles de 1972, quand Tokyo reconnaît la RPC, déclenchent pour la Chine un engouement qui lui permettra d'imposer, dans le traité de paix de 1978, la clause « antihégémonique » qui ruine les tentatives japonaises pour une détente simultanée avec l'URSS. Les Chinois referment aussi un ingénieux piège psychologique, en renonçant officiellement à réclamer des dommages de guerre. Dès lors, ils rappelleront à chaque occasion cette « magnanimité » dont ils considèrent qu'elle leur a ouvert un droit illimité à l'aide financière du Japon : en 1995 encore, Jiang Zemin proteste contre les timides mesures décidées par Tokyo pour protester contre des essais nucléaires chinois en rappelant « *combien la Chine a été bienveillante à propos des dommages de guerre* » [6]<sup>5</sup>.

Le traité est suivi d'énormes contrats commerciaux. Mais, après la chute de Hua Guofeng, ils sont dénoncés sans indemnité en janvier 1981. Dès lors, les relations sino-japonaises évoluent au rythme de la lutte entre Deng Xiaoping et l'aile dure du PCC : humilier le Japon et lui extorquer excuses et crédits est un facteur de

3. Le *fumie* était une tablette gravée d'un crucifix que les chrétiens japonais devaient piétiner pour signifier qu'ils apostasiaient, lors des persécutions de l'époque Tokugawa.

4. Un sentiment que résume l'expression *dôbun dôshu* (même écriture, même race).

5. En avril, préparant à sa façon la visite du premier ministre Murayama, Pékin avait laissé des victimes de guerre s'organiser pour demander, à titre personnel, 20 millions de yens chacune. Le visiteur a été conduit sur le site de quelques-unes des exactions perpétrées par l'armée impériale...

légitimation essentiel pour les deux clans rivaux. Le premier ministre Suzuki, en visite à Pékin, est contraint par son homologue chinois de s'expliquer laborieusement sur la manière dont les manuels scolaires du Japon présentent ses guerres coloniales (1982). Son successeur Yasuhiro Nakasone doit annuler sa venue en 1985 après la controverse suscitée par sa visite officielle au Yasukuni-jinja<sup>6</sup>. En 1986, la querelle des manuels scolaires rebondit avec de violentes manifestations antijaponaises en Chine. En 1987, survient une nouvelle poussée de fièvre quand les tribunaux nippons reconnaissent à Taiwan la propriété d'un immeuble à Kyoto revendiqué par Pékin.

Cette attitude chinoise provoque épisodiquement des réactions nationalistes au sein du PLD. En 1986, le ministre de l'Éducation invite « *ceux qui critiquent nos manuels à regarder d'abord les leurs* » et, en 1987, le vice-ministre des Affaires étrangères suggère que Deng Xiaoping « *devient entêté avec l'âge* ». Mais le gouvernement s'en tient au *fumie*. Les deux hommes sont contraints à des excuses publiques et démis de leurs fonctions. Les manuels scolaires sont corrigés et aucune visite officielle n'a plus lieu au Yasukuni.

Le *fumie* se pratique aussi au plan économique. Les affaires ont vite surmonté le choc de 1981. En 1985, le Japon enregistre un excédent commercial record de 5,9 milliards de dollars. Pékin se fâche : des manifestations dénoncent « la seconde invasion japonaise ». Dès 1986, le déficit est réduit à 0,85 milliard. Divisé par 9 en un an : jamais aucun partenaire commercial du Japon n'a obtenu un tel résultat ! La Chine devient le premier bénéficiaire de l'aide publique au développement distribuée par Tokyo, avec des conditions qu'il ne consent à aucun autre pays : au lieu d'être attachés à des projets particuliers, les crédits sont octroyés en bloc pour cinq ans. Si le Japon applique les sanctions contre Pékin après le massacre de Tiananmen, il plaide bientôt contre l'isolement de la Chine et reprend son aide financière dès juillet 1990.

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre cette stratégie de conciliation ; quand l'empereur Akihito effectue en octobre 1992 le premier voyage officiel d'un souverain japonais en Chine, toute une partie du PLD veut s'y opposer par crainte de le voir humilié par ses hôtes. Un vif débat a lieu dans la presse. Nombre d'articles dénoncent la « *diplomatie du fumie* » et l'arrogance chinoise. Mais « *beaucoup de gens éprouvent toujours un profond sentiment de culpabilité (...) et continueront à l'éprouver* » [7]. Certains prônent ouvertement une stratégie de *containment* appuyée par des alliances en Asie du Sud-Est [8]. Mais un commentateur proche du ministère des Affaires étrangères écrit : « *A ceux qui demandent combien de temps le Japon devra encore s'excuser, je réponds : aussi longtemps que les Chinois continueront à le demander* » [9].

Les sondages reflètent l'ambiguïté des sentiments des Japonais envers la Chine. Sa cote d'amour (entre 12 et 14 %) est très inférieure à celle des grands pays occidentaux (40-45 %). Au palmarès des pays les moins aimés, elle n'est devancée que par la Russie et les deux Corées, avec un score de 10-11 % [10]<sup>7</sup>. Surtout, la dégradation de son image est très nette depuis quinze ans : 78,6 % des personnes interrogées éprouvaient des sentiments amicaux envers elle en 1980,

6. Le sanctuaire où sont « déifiés » les soldats morts pour l'empereur, y compris les criminels de guerre exécutés après 1945.

7. Question « fermée » : les sondés répondent sur une liste préétablie de 10 pays.

mais il n'y en avait plus que 51,4 % en 1994, alors que les opinions inamicales passaient de 16,7 à 34,5 % [11]. Par comparaison, la cote des États-Unis est restée stable : 77,2 % en 1980 et 73,6 en 1994.

De leur côté, les Chinois manifestent une rancune encore tenace à l'égard du Japon. Par comparaison avec l'Asie du Sud-Est, qui semble avoir oublié l'agresseur pour ne plus voir que le modèle économique, ils sont beaucoup plus nombreux à avoir une mauvaise impression du Japon (37,8 % contre 9,3 pour les quatre autres pays de référence<sup>8</sup>), à considérer que les atrocités coloniales sont un obstacle au développement des relations avec lui (48,6 % contre 22,2), et seule une petite minorité pense que celles-ci se sont améliorées depuis dix ans (25,8 % contre 66,7 dans les quatre pays de référence).

Conscients de cette réalité, les dirigeants japonais envisagent les relations avec la Chine comme difficiles, à tout le moins. Pour Osawa Ichiro, l'homme fort de l'opposition, « *la Chine et la Corée constituent la plus grande source d'instabilité dans la région et imposent au Japon des contraintes diverses. La Chine cherche notre coopération économique, mais elle nous soumet à un barrage constant de critiques pour nous contenir. (...) Il faudra de longs efforts pour trouver une solution aux fardeaux hérités du passé* » [13]. Une citation que ne désavouerait pas l'actuel premier ministre Hashimoto Ryutaro, ex-président de l'Association des vétérans de guerre et résolument opposé à l'idée de reconnaître les guerres coloniales du Japon comme une agression.

Mais, en même temps, l'opinion japonaise tend à se faire une idée formidable et exagérée de l'expansion de la puissance de la Chine. « *On peut comparer le Japon et la Chine à un petit bateau qui flotte à côté d'un gros bâtiment de guerre. Quand celui-ci bouge un peu, le petit navire tangue et roule* » [14]. Dans un sondage d'avril 1995 mené par le *Nihon Keizai* et le *Wall Street Journal*, 55 % des Japonais pensaient que la Chine serait la plus grande puissance économique du monde dans dix ans (contre 10,7 % des Américains) [15]. Le même mois, 66 % des Japonais interrogés par le quotidien *Asahi* pensaient que Pékin serait le plus important partenaire diplomatique de leur pays au début du siècle prochain ; moins de 20 % attribuaient toujours ce rôle à Washington.

Les Japonais sont ainsi pris dans une relation contradictoire où se combinent *omoneri* (crainte obséquieuse) et *anadori* (mépris) à l'égard de la Chine. Faute d'avoir su liquider l'héritage moral de leur passé colonial, ils permettent à Pékin de le manipuler contre eux. La frustration d'être sans cesse critiqués par le pays auquel ils octroient l'aide la plus généreuse est aggravée par la crainte de voir surgir à leur porte une puissance formidable. Les néonationalistes se heurtent au même dilemme que les idéologues des années 30 : comment affirmer l'identité du Japon à la fois contre l'Occident et contre la Chine ? Ce tissu de contradictions rend difficile pour Tokyo une gestion sereine de la montée en puissance de son immense voisin...

### **Le développement économique de la Chine : opportunité ou menace ?**

Le développement de la Chine peut apparaître comme une formidable opportunité pour un Japon dont l'économie est engluée depuis cinq ans dans la récession.

8. Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Vietnam. Voir [12].

Au moment où le coût de sa main-d'œuvre accable les industries qui ont tiré sa croissance (automobile, électronique grand public), un pays où les salaires ne représentent que 4 ou 5 % de ceux de l'archipel semble le paradis des délocalisations. Mais, comparée à celle de l'Asie du Sud-Est, la main-d'œuvre chinoise semble plutôt adaptée aux industries de première génération (confection, chaussure, jouets, petite mécanique) qui ont déjà quitté le Japon dans les années 70.

La Chine est aussi un formidable marché, mais le Japon s'y heurte à une politique aussi nationaliste que l'a été la sienne et à la volonté politique de diversifier les fournisseurs. Ses concurrents des nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie y disposent de réseaux aussi efficaces que les fameuses compagnies de commerce nippones, grâce à la diaspora chinoise installée sur leur sol, et nombre de leurs produits, plus rustiques et moins chers, sont sans doute mieux adaptés au marché de masse chinois. Entre 1992 et 1994, la Chine est passée du rang de cinquième partenaire commercial du Japon au deuxième. En 1995, leurs échanges ont atteint 55 milliards de dollars, contre 46,24 en 1994. Mais c'est la Chine qui dégage un excédent croissant : 8,8 milliards de dollars en 1994, presque 15 milliards en 1995 [16]. Le Japon compte moins pour elle que le marché américain où elle dégage deux fois plus d'excédents, ou que les NPI, vers lesquels elle exporte deux fois plus <sup>9</sup>.

Aujourd'hui, l'économie chinoise est tirée par les exportations. Cela peut laisser croire que l'on exercerait une pression efficace sur la Chine en menaçant de les entraver. Mais, à la différence de pays plus petits, son formidable marché intérieur, dont elle veille à garder le contrôle, lui assure à terme le moyen de passer à un « modèle de développement de grande puissance » où sa dépendance vis-à-vis des échanges extérieurs ira en diminuant [18].

Au regard de ces opportunités réelles, mais mitigées, l'essor économique explosif de la Chine fait peser sur le Japon une menace encore imprécise, mais multiforme, à commencer par la dégradation de l'environnement. Sous les pluies acides poussées du continent par les vents d'ouest, les pins périclitent sur la côte face à la Chine, et le grand bouddha de bronze de Kamakura s'oxyde. Une menace si sérieuse que Tokyo fait de la protection de l'environnement un axe majeur de son aide à la Chine.

Qu'il avorte ou qu'il réussisse, le développement de la Chine peut être gros de dangers pour le Japon. Dans le premier cas <sup>10</sup>, ou si Pékin n'arrive pas à gérer le traumatisme social de la modernisation, il peut redouter l'aventurisme d'un pouvoir aux abois ou des migrations incontrôlables dont il serait la destination la plus tentante : on compte déjà 40 000 clandestins chinois dans l'archipel et Tokyo presse Pékin de renforcer ses contrôles [20]. Mais, en cas de succès, la Chine aura les moyens matériels pour rétablir sur l'Asie l'hégémonie qu'elle a exercée presque tout au long de l'histoire, ou au moins pour s'assurer les positions stratégiques qu'elle revendique en mer de Chine du Sud et qui constitueront une menace permanente pour les communications du Japon.

Même si le postulat de Francis Fukuyama s'avère fondé, et que le développement adoucit les mœurs jusqu'à engendrer « la fin de l'Histoire » [21], l'essor économique de la Chine concurrencera le Japon dans les industries de deuxième

9. Plus de 31 milliards de dollars en 1993 contre moins de 16 vers le Japon. Voir [17].

10. Une hypothèse que certains commencent à évoquer. Voir [19].

et de troisième générations bien plus encore que ne l'ont fait les NPI d'Asie, alors que les Etats-Unis se replacent fermement dans de nombreux domaines de très haute technologie. Le Japon dispose de la capacité pour s'adapter à cette nouvelle donne. Il n'en résultera pas moins un déclin relatif, sinon absolu, de sa puissance économique. Cela nécessitera un réajustement des mentalités et des stratégies, qui ne sera peut-être pas facile.

Mais le Japon peut-il peser sur le cours de ce développement de la Chine pour désamorcer les menaces qu'il recèle ? On pourrait le croire. Le commerce extérieur compte aujourd'hui pour 45 % du PNB chinois et les étrangers financent 20 % de l'investissement de capital fixe [22]. Sur ces deux plans, le Japon peut jouer un rôle majeur, grâce à ses ressources financières et technologiques et à son importance comme débouché commercial pour la Chine. Néanmoins, il est douteux que cela lui confère l'influence que l'on pourrait croire [23].

Au plan des investissements directs, même si les statistiques sont brouillées par la masse des capitaux qui transitent *via* Hong-Kong, le Japon ne joue pas un rôle essentiel. Dans la phase initiale de l'implantation du capital étranger en Chine (1985-1992), il a fourni moins de 10 % des investissements, dont 80 % auraient été assurés par les autres pays asiatiques et la diaspora chinoise [24]. En 1994, quand ces investissements explosent pour dépasser en un an le total de la période précédente, les capitaux japonais (4,4 milliards de dollars) n'en représentent que 5,8 %, pas plus que les européens et bien moins que les nord-américains (9,2 %) [25]. En 1995, le Japon s'est hissé au deuxième rang, avec 3 milliards de dollars ; mais c'est cinq fois moins que Hong-Kong [26].

Depuis dix ans, la Chine est le premier bénéficiaire de l'aide publique au développement dispensée par Tokyo, qui lui consent des conditions exceptionnelles. La moitié de l'APD qu'elle reçoit vient du Japon, très loin devant ses deux autres donateurs les plus généreux — la France (6 %) et l'Italie (3 %) [27]. De 1979 à 1994, elle a bénéficié de 1 600 milliards de yens de prêts à taux réduits et en recevra 580 milliards (5,8 milliards de dollars) pour 1996-1998. En outre, elle est le premier bénéficiaire des prêts de la Banque de développement asiatique où la voix de Tokyo est prépondérante.

Mais la Chine dépend beaucoup moins des crédits étrangers que la plupart des pays en développement. Le service de sa dette extérieure n'atteint pas 10 % du PNB [28], la moitié de ce que les économistes considèrent comme le seuil dangereux. On peut penser que les besoins de financement de son gouvernement vont augmenter, notamment pour amortir le choc de la reconversion du secteur public. Les besoins du développement en Asie du Sud-Est et en Inde, ajoutés aux siens, risquent de provoquer une relative pénurie de capitaux à l'échelle mondiale. Mais cela permet-il à Tokyo d'exercer un chantage à l'aide ?

C'est douteux. Les Chinois y verraient une véritable provocation, d'autant plus qu'ils ne manquent pas une occasion de rappeler au Japon que son aide n'est que la juste compensation des dommages de guerre. Pékin le ferait payer cher aux entreprises japonaises et amènerait facilement l'opinion. Les autres bénéficiaires régionaux de l'aide japonaise réagiraient très mal, par crainte d'être soumis au même traitement, et la Chine saurait exploiter leurs craintes. Enfin, l'expérience désastreuse des Kouriles, dont Tokyo pensait obtenir de Moscou la restitution par un chantage ouvert à l'aide financière, a appris aux diplomates japonais que la puissance économique ne se transpose pas directement au plan politique... S'il



en fallait une nouvelle preuve, elle leur a été administrée par le dédain avec lequel la Chine a traité, en 1995, leur timide tentative pour protester contre ses tests nucléaires <sup>11</sup>.

Une stratégie de rétention technologique serait aussi difficile à mettre en œuvre. Il n'y a rien dont la Chine ait un besoin urgent qu'elle ne puisse se procurer sur le marché mondial. Les domaines où le Japon jouit parfois d'un quasi-monopole (écrans plats, robotique ou céramiques sophistiquées) ne constituent pas encore une priorité pour le développement chinois. Seule une action internationale concertée, de type COCOM (l'ancien Comité de coordinations pour le contrôle multilatéral des exportations), pourrait peut-être le freiner. Mais elle est impensable, sauf pour les technologies militaires sensibles, tant l'attrait du marché chinois est irrésistible. L'exemple de l'ex-URSS prouve qu'il est toujours possible de se procurer illégalement ce que l'on vous refuse (sinon de le mettre en œuvre efficacement).

Le Japon devra donc, *volens nolens*, choisir « d'accompagner intelligemment » le développement de la Chine, en visant à promouvoir tout ce qui pourra l'empêcher d'utiliser ses nouvelles capacités pour poursuivre des visées hégémoniques dans la région. Cette stratégie peut comporter des aspects économiques, mais elle est essentiellement appelée à se développer sur d'autres plans.

## La Chine comme problème diplomatico-militaire pour le Japon

### *La menace militaire : entre porte-avions et missiles*

Depuis 1995, la presse mondiale agite le spectre du renouveau nationaliste en Chine. La crise de Taiwan a rendu le sujet brûlant [29]. Si les scénarios catastrophes se réalisent, le Japon sera en première ligne. Même s'il peut compter, pour le moment, sur le maintien de la présence militaire américaine, il ne peut pas éluder une réflexion stratégique sur cette question.

L'archipel est aujourd'hui invulnérable à une agression chinoise classique. Les plus gros bâtiments de surface chinois (6 destroyers lance-missiles de la classe Luda) et ses sous-marins dérivés des U-Boats de 1940 ne pèseraient pas lourd face aux bâtiments japonais. L'achat de 24 Sukhoi-27 ne suffit pas à rendre redoutable une aviation dont les 6 000 autres appareils sont des antiquités.

Mais, d'ici 2050, la Chine ambitionne de lancer de véritables *task-forces* dotées de porte-avions et soutenues par des sous-marins lance-missiles. Pour l'avenir proche, elle vise « la capacité de contrôler la mer et le ciel dans un espace donné de son environnement immédiat » [30]. Il n'est pas difficile de deviner où : le détroit de Taiwan, les archipels Paracels et Spratleys en mer de Chine du Sud contestés avec les pays de l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*, Association des nations du Sud-Est asiatique), et les îles Senkaku disputées avec le Japon.

Le sort de ces dernières, tombées sous la souveraineté japonaise en 1896 seulement et revendiquées par la RPC et Taiwan, avait été « réservé » en 1978. Mais, depuis dix ans, les Chinois cherchent à proximité le pétrole que leur économie

11. Après deux tests chinois, Tokyo a « gelé » son aide gratuite (99 millions de dollars) mais n'a pas touché au 1,4 milliard de dollars de prêts prévus pour 1996-1997. La Chine continue sa campagne...

dévore de plus en plus. En 1992, Pékin a inscrit dans la loi sa souveraineté sur les Senkaku et les Spratleys, et donné mission à sa marine de la concrétiser. Des incidents ont suivi avec les pêcheurs japonais. Une « trêve » a été conclue en juillet 1993, mais, en cas de nouvelle tension, « *la plupart des officiels affirment que les Japonais n'utiliseraient pas la force contre la marine chinoise* » [31]. Washington n'a, pour sa part, jamais pris position sur ce problème...

La situation est encore plus menaçante en mer de Chine du Sud. À défaut de porte-avions, les Chinois ont construit, en 1993 dans les Paracels, un port pour leurs Luda et un aéroport capable de recevoir des Sukhoi-27 et des gros porteurs. De cette base à 600 km de leurs côtes, ils peuvent couvrir leurs avant-postes disséminés dans les Spratleys. Tokyo doit assister en spectateur à cette poussée vers ses axes de communications. L'interprétation actuelle de l'article 9 de sa Constitution ne lui permet pas de se doter des armements pour assurer son « autodéfense » si loin de ses côtes. Mais cette situation n'est pas tolérable à long terme, pas plus que le retour à la RPC de Taiwan, verrou au carrefour de toutes les mers de la région (le Japon le sait bien, qui en fit le premier objectif de son expansion, dès 1875).

Certains commentateurs traitent les ambitions navales des Chinois par le mépris : « *S'ils sont assez stupides pour en construire, leurs porte-avions seront des cibles idéales pour nos bâtiments lance-missiles* » [32]. Mais la Chine peut aussi frapper toutes les cités du Japon avec des têtes conventionnelles ou nucléaires de 1 à 3 mégatonnes, grâce à ses missiles CSS-E (2 500 km de portée). Elle peut les lancer à partir de silos dispersés sur son immense territoire, de batteries mobiles aussi difficiles à repérer qu'à détruire, ou de sous-marins <sup>12</sup>.

Le Japon n'a aucune parade. Il n'a aucun moyen de repérer les départs de tir et, à l'arrivée, l'efficacité de ses Patriot est aléatoire contre des engins rapides. Même l'aviation américaine ne pourrait pas réduire au silence les lanceurs chinois [33]. Seul un système complet de missiles antimissiles de théâtre parerait la menace. Les États-Unis, qui en fourniraient l'essentiel, y poussent Tokyo. Depuis 1994, l'Agence de défense travaille sur le sujet. Cet équipement défensif ne poserait pas de problème constitutionnel, mais son coût semble hors de portée pour un budget lourdement déficitaire, dans un pays où les dépenses militaires n'ont pas bonne presse.

### *Le dilemme politique*

Faute d'assurer seul sa défense contre une menace militaire chinoise à plus ou moins long terme, le Japon peut envisager trois stratégies :

— *Nouer des alliances pour compenser ses faiblesses.* Le plus logique semble de compléter l'alliance américaine par des alliances de revers avec les pays d'Asie du Sud-Est. Leur potentiel économique et démographique est important ; mais leur refus de servir de pions aux grandes puissances a été la raison première de la création de l'ASEAN. Ils renforcent leurs armements navals face au défi de Pékin en mer de Chine du Sud <sup>13</sup> ; mais ils redoutent la Chine, comme l'a mon-

12. Significativement, le premier missile lancé de sous-marin a été testé pendant la visite du premier ministre japonais Suzuki en 1982.

13. La Thaïlande a acheté un porte-avions espagnol pour les appareils à décollage vertical. L'Indonésie a acquis la quasi-totalité de la marine de l'ex-RDA. En 2010, les pays de l'ASEAN aligneront 20 sous-marins d'attaque [34].

tré leur timidité pendant la crise de Taiwan. Pékin dispose d'excellents atouts pour les manipuler : la présence d'une influente diaspora chinoise dans toute la région, les souvenirs d'une agression japonaise moins oubliée que Tokyo aime à le croire et la solidarité des pays en développement face aux mieux nantis. De plus, ces pays sont très réticents face au zèle démocratique des États-Unis, alors que Tokyo doit le relayer sous peine de compromettre sa relation avec Washington, quitte à se retrouver isolé comme à la conférence régionale sur les droits de l'homme à Bangkok en avril 1993 [35].

— *Prendre Pékin dans le filet des organisations internationales*, en favorisant son intégration dans toutes les structures mondiales ou régionales, organismes économiques ou forums de concertation politique. Admis à l'APEC (*Asia Pacific Economic Cooperation*), au Forum régional asiatique, et dès que possible à l'OMC (Organisation mondiale du commerce), voire au G7 et au FMI, les dirigeants chinois vont peu à peu se « socialiser » parmi l'élite mondiale. Ils devraient ainsi perdre leur mentalité d'assiégés, adopter un point de vue plus global et intégrer les normes du comportement international légitime. Quand ils jouiront du statut de membres à part entière de la communauté mondiale et pourront y faire valoir leur opinion, il leur sera plus difficile d'adopter des conduites déviantes. En même temps, tout ce qui peut favoriser en Chine l'affirmation d'une classe moyenne ouverte sur le monde, et soucieuse avant tout de business, doit être encouragé.

Un pas essentiel de cette stratégie serait la mise en place d'une véritable structure de sécurité régionale dont les Chinois ne pourraient pas se tenir à l'écart sans se discréditer. Ils devraient alors accepter des négociations globales sur les conflits territoriaux et abandonner l'approche bilatérale qui les favorise. Leurs réticences face au Forum régional asiatique montre qu'ils voient le piège. Pour les y faire entrer, Tokyo s'efforce de bâtir la confiance en dialoguant avec les militaires chinois <sup>14</sup>, et en plaidant pour que tous les pays de la région rendent publics l'état de leurs forces armées et les missions qui leur sont assignées.

Cette stratégie implique avant tout la patience : ne jamais rompre le dialogue ni brusquer Pékin, et « *s'excuser tant que les Chinois le demanderont* » pour donner du temps au temps. Elle oppose, dans une certaine mesure, Tokyo à Washington, qui veut obtenir des Chinois des preuves de bonne conduite avant de les intégrer, par exemple, à l'OMC ; alors que, pour Tokyo, c'est l'intégration qui normalisera progressivement leur comportement. Elle suppose aussi une approche qui rompe avec la tendance des grandes puissances à considérer leurs relations comme une équation à somme nulle fondée sur les rapports de forces, et qui s'appuie plutôt sur le nouveau concept de « symbiose » (*kyôsei*). Mais, si ce terme est devenu depuis quelques années un élément obligé du discours japonais — sur l'international comme sur l'environnement ou les relations économiques et sociales [36] —, il n'est pas encore accepté comme un concept opératoire dans le champ des relations entre grandes nations.

Certains commentateurs japonais doutent pourtant du succès de cette approche, dans la mesure où la Chine constitue un ensemble trop massif, structuré depuis trop longtemps selon ses propres normes, et où le pouvoir d'État peut fonctionner en marge de la société civile (mais non sans prise sur elle). « *La Chine*

14. Ces contacts, suspendus après Tiananmen, ont repris en décembre 1993.

*n'ayant jamais été un Etat-nation moderne, son économie et sa société ne seront pas affectées quand le maëlstrom de la mondialisation les aspirera » [37].*

— *Poursuivre une stratégie de petites avancées bilatérales* pour bâtir progressivement la confiance entre les deux pays. Cela peut passer par les jumelages entre villes japonaises et chinoises — il en existait déjà plus de 100 en 1992 — et par l'utilisation croissante des villes et des régions comme relais « politiquement neutres » pour la distribution de l'aide au développement et les contacts de toute nature ; par l'accueil massif d'étudiants chinois au Japon, où ils sont aujourd'hui plus nombreux que dans n'importe quel autre pays sauf les Etats-Unis ; par des programmes ciblés de formation et d'invitations pour les jeunes cadres des administrations provinciales ; par des recherches communes entre universités et instituts des deux pays ; par des contacts bilatéraux entre leurs militaires, etc. [38].

Cette stratégie devrait progressivement normaliser la relation psychologique entre les deux nations, à condition de s'attaquer aussi au problème du côté japonais. De nombreux commentateurs soulignent la nécessité de se débarrasser du « complexe chinois » sous tous ses aspects (aussi bien l'investissement émotionnel excessif que le mélange de crainte et de mépris), mais aussi de rétablir la vérité sur le passé à l'usage des jeunes générations, notamment en le traitant sans fard dans les manuels scolaires [39].

\*  
\*\*

La conjonction des ces trois stratégies peut s'avérer efficace avec le temps. Mais ce facteur temps est crucial. A court terme, la Chine peut connaître des turbulences sociales et politiques incontrôlables. A moyen terme, le renforcement de sa puissance matérielle et de son autonomie économique peut prendre de vitesse son intégration dans la communauté internationale, et la pousser à repartir en quête de l'hégémonie perdue — quitte à se tromper d'époque. Les responsables japonais estiment « le délai de grâce » à une dizaine d'années [40]. Au-delà, si la Chine n'a pas été amenée à normaliser ses conduites internationales par son intégration dans le « village global », par la formation d'alliances qui décourageraient ses velléités hégémoniques, ou par les deux à la fois, le tigre pourrait sortir de sa cage d'une manière ou d'une autre.

Dans un article encore récent [41], j'ai proposé plusieurs scénarios pour cette éventualité, en fonction de l'évolution des variables économiques en Chine, au Japon et aux Etats-Unis : le co-leadership sino-japonais à géométrie variable, l'émergence de nouveaux blocs « Nord-Sud » (Chine et NPI *vs.* nantis), le *containment* de la Chine par une stratégie associant l'Asie du Sud-Est, ou la « fin de l'Histoire ». Ces scénarios semblent toujours valables. Mais les protagonistes, à commencer par le Japon, ne montrent guère de résolution pour gérer le problème chinois selon une approche bien cohérente, même si « l'alliance pour le XXI<sup>e</sup> siècle » a un peu fait bouger les choses. Mais cette stratégie du coup par coup donnera-t-elle « assez de temps au temps » ?

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] *Le Monde*, 25 avril 1996.
- [2] Stefan Tanaka, *Japan's Orient. Rendering Past into History*, University of California Press, Berkeley, 1994.
- [3] Pour un aperçu depuis 1952, voir Chalmers Johnson, *Japan : who Governs ?*, W.W. Norton, New York, 1995, p. 235-263 et Laura Newby, *Sino-Japanese Relations*, Routledge, Londres, 1988.
- [4] Voir Jean-Marie Bouissou, « Le Japon face à l'Asie » dans Jean-Luc Domenach et David Camroux (sous la direction de), *La réinvention de l'Asie*, Le Seuil, Paris, 1996 (à paraître).
- [5] Sato Makoto, *Yoru to yoru no yoru* (La nuit et la nuit de la nuit), 1981.
- [6] *Japan Times*, 24 octobre 1995.
- [7] Eto Shinkichi, « China and the Sino-Japanese Relations in the Coming Decade », *Japan Review of International Affairs*, vol. 10, n° 1, printemps 1996, p. 16-34.
- [8] Une sélection d'articles a été traduite par *Les Cahiers du Japon*, n° 55, 1993 (« La diplomatie japonaise et l'Asie »).
- [9] Eto Shinkichi, article cité [7], p. 34.
- [10] Sondages de l'agence de presse *Jiji*.
- [11] *Sources* : services du Premier ministre. Cité dans *Les Cahiers du Japon*, n° 67, 1996, p. 29.
- [12] Sondage du quotidien japonais *Yomiuri*, 23 mai 1995.
- [13] Ozawa Ichiro, *Blueprint for a New Japan*, Kodansha, Tokyo, 1994, p. 103.
- [14] Eto Shinkichi, article cité [7], p. 32.
- [15] *Japan Times*, 24 avril 1995.
- [16] *Japan Times*, 8 décembre 1995.
- [17] FMI, *Direction of Trade and Statistics Yearbook*, Washington, 1993.
- [18] Kanayama Hisashiro, « China and Japan », p. 145-154, *Asia Pacific Review*, vol. 2, n° 1, printemps 1995.
- [19] Paul Krugman, « The Myth of Asia's Miracle », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 6, 1994, p. 62-77.
- [20] *Japan Times*, 7 décembre 1995.
- [21] Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1992.
- [22] Hisane Masaki, « Japan and the three Chinas », *Nikkei Weekly*, 1er janvier 1996.
- [23] Pour une thèse contraire, voir Shaun Breslin, « China in East Asia », communication au séminaire, « The Future of Regionalism », Sheffield, 15-16 février 1995.
- [24] *Wall Street Journal*, 10 décembre 1993.
- [25] *Far Eastern Economic Review*, 12 octobre 1995.
- [26] *Japan Times*, 8 décembre 1995.
- [27] Sugimoto Takashi, « Building a new Japan-China Relationship », *IIGP Policy Paper*, 100-F, septembre 1992, p. 29.
- [28] *China News Service*, 20 juillet 1995.
- [29] Voir, par exemple, la *Far Eastern Economic Review*, 9 novembre 1995, « China : the New Nationalism », et *Newsweek*, 1er avril 1996, « China : Friend of Foe ? ».
- [30] Cité par Hiramatsu Shigeo, « China's Naval Advance : Objectives and Capabilities », *Japan Review of International Affairs*, printemps 1995, p. 118-131.
- [31] *International Herald Tribune*, 11 mars 1996, p. 6.
- [32] Sato Seizaburo, directeur de l'Institute for International Policy Studies, conférence à l'ambassade du Japon, Paris, 4 mars 1995.
- [33] Voir Yamamoto Atsumasa, « Ballistic Missile Security Risks Facing Japan », *Asia-Pacific Review*, vol. 2, n° 2, 1995, p. 29-51.
- [34] *Asiaweek*, 22 mars 1996.
- [35] Voir Yokota Yozo, « How Japan can Contribute to Human Rights », *Japan Review of International Affairs*, printemps 1995, p. 137-146.
- [36] Pour une analyse de l'émergence de ce concept et de sa signification, voir Jean-Marie Bouissou, « Le Japon face à l'Asie », article cité [4].
- [37] Noda Nobuo, « Chûka teikoku » (Un nouvel empire chinois ?), traduit dans *Les Cahiers du Japon*, n° 68, été 1996, p. 34-38.
- [38] Un plaidoyer bien articulé pour cette stratégie a été présenté par Sugimoto Takashi, article cité [27].
- [39] Par exemple, Noda Nobuo, article cité [37] et Sugimoto Takashi, article cité [27].
- [40] Par exemple, Saeki Kiichi, « China's nuclear arms development », *Asia Pacific Review*, vol. 2, n° 1, 1995, p. 189-210.
- [41] Jean-Marie Bouissou, « Le Japon face à la Chine », *Relations internationales et stratégiques*, n° 15, automne 1994, p. 135-145.